

d'exporter ses marchandises sur les marchés américains. Nous aurons donc le contrôle complet de notre tarif ; nous imposerons les droits qu'il nous plaira sur les marchandises étrangères ; et les Etats-Unis auront droit de faire la même chose.

En examinant toute la question, il faut venir à la conclusion que la politique du gouvernement est encore la politique nationale, et qu'il est encore prêt à protéger les manufacturiers et les coalitions qui ont arraché des millions de la poche du peuple pour s'enrichir. M. Redpath, le grand raffineur, après avoir arraché des millions au peuple canadien, n'a pas cru devoir rester ici pour dépenser sa richesse ; mais il est allé en Angleterre, où il a acheté un magnifique château et il y vit dans le luxe avec l'argent qu'il a extorqué au peuple canadien.

Il en est ainsi pour plusieurs manufacturiers du pays. Le gouvernement les protège, parce qu'ils ont beaucoup d'argent, et qu'ils sont capables de souscrire de fortes sommes pour faire de la corruption, comme il l'a été prouvé, dans les enquêtes qui ont eu lieu, pendant cette session. Je crois que le jour n'est pas éloigné où l'on découvrira toute cette corruption, et ceux qui se seront rendus coupables de malhonnêteté et de corruption, seront livrés aux justes châtimens du peuple ; et alors, des hommes meilleurs et plus honnêtes les remplaceront pour gouverner le pays.

On a accusé le parti libéral d'avoir des vues étroites. L'honorable député d'Albert (M. Weldon), dans le discours qu'il a fait l'autre soir, a parlé de l'honorable député d'Oxford-sud (sir Richard Cartwright) qui est un des hommes d'Etat du pays aux vues les plus larges et les plus libérales, et ceux qui connait peut-être le mieux les affaires publiques du pays, l'honorable député, dis-je, a parlé de lui, en le désignant du doigt avec mépris, et a dit du parti libéral et de cet honorable député qui est un de nos chefs, qu'il a des idées peu-élevées et très étroites. Quelle accusation contre le parti libéral ! L'honorable député a étudié l'histoire constitutionnelle du Canada. N'y a-t-il pas vu les grandes œuvres du parti libéral ?

Qui a combattu en 1837-38-39 pour les grands principes du gouvernement responsable, contre la puissante organisation du "family compact" ? Quel est le parti qui, avec cet esprit large et libéral, s'est jeté dans la lutte, a combattu et a remporté la grande victoire du gouvernement responsable, pour en faire une des pierres fondamentales de la constitution de notre pays ? Plus tard encore, c'est le parti libéral qui a déclaré que les différentes municipalités devraient avoir leurs gouvernements locaux pour administrer leurs affaires, afin qu'elles pussent dépenser leurs revenus pour des fins locales, et qu'elles pussent se cotiser elles-mêmes pour répondre à leurs obligations. Le parti conservateur, qui a toujours eu des idées arriérées, déclarait que les libéraux étaient opposés aux principes anglais, qu'ils cherchaient à suivre les traditions et les habitudes des Etats-Unis, et ils ont été jusqu'à dire que les institutions municipales seraient des républiques continuellement à la charge du gouvernement, et ils ont accusé le parti libéral d'être déloyal et composé d'anti-patriotes. Quel a été le résultat ? Ces institutions ont été établies et aujourd'hui, il n'y a pas un seul tort dans le pays qui puisse dire que les libéraux avaient tort.

Puis, si nous examinons encore l'histoire de notre pays, quel est le parti qui, le premier, a agité et fondé en grande partie notre système d'éducation

M. MACDONALD (Huron).

gratuite ? C'est le parti libéral, et d'après notre constitution, les fils et les filles du pauvre reçoivent l'éducation à côté de ceux du riche, afin d'en faire des citoyens capables de travailler aux destinées de notre pays.

C'est encore le parti libéral qui a émis l'idée de la confédération des provinces, et c'est lui qui a contribué le plus à sa réalisation. On nous a souvent dit sur les hustings et dans cette chambre, que le chef du grand parti libéral-conservateur était le père de la confédération. Les tories du temps ont combattu les principes de la confédération, et lorsqu'est arrivé le conflit entre le Haut Canada et le Bas Canada, quel est l'homme qui découvrit et suggéra le remède ? C'est feu George Brown, le grand chef du parti libéral. Il prit l'initiative ; il demanda au parlement de nommer un comité de vingt chargé d'étudier la question de réunir les provinces séparés pour en former un grand pays.

Ce comité a étudié tous les détails de la question. Il reçut des instructions à ce sujet. Deux rapports furent soumis au parlement en faveur de la confédération. Le rapport de la majorité était signé par dix-sept membres, le rapport de la minorité opposée à la confédération n'était signé que par trois membres, et le premier nom sur le rapport de la minorité était celui de l'honorable sir John-A. Macdonald, l'ex-chef du parti conservateur. Le second nom était celui de John Sanfield Macdonald, et le troisième était celui de M. Scoble, qui représentait alors le comté d'Elgin. Le lendemain du jour où le rapport fut présenté, le gouvernement fut battu sur une résolution présentée par l'honorable Wm. Macdougall, blâmant le gouvernement d'avoir payé, pendant l'intérim de la session, une somme de \$100,000 à la ville de Montréal, sans l'assentiment du parlement. Nous avons vu alors la magnanimité du parti de la réforme dans le pays. Les libéraux auraient pu former un gouvernement, mais George Brown avec cette grandeur d'âme qui l'a toujours caractérisé—il était digne de ses partisans—offrit son appui au parti conservateur, si ce dernier voulait travailler à la fondation de la confédération. C'est après cela que les deux partis se sont unis pour établir la confédération. Dites maintenant si, après avoir accompli ces grandes œuvres, le parti libéral a des idées étroites et peu élevées. M. l'Orateur, je suis fâché d'avoir retenu la chambre aussi longtemps. Je remercie ses députés des deux côtés de la chambre de la bienveillante attention qu'ils ont bien voulu me prêter ; et je vous remercie, surtout, M. l'Orateur, de votre courtoisie pendant mon discours.

M. WALLACE : M. l'Orateur, nous avons entendu pendant plusieurs heures les remarques de l'honorable préopinant. Il nous a répété le même vieille histoire que nous avons entendue depuis des années sur tous les hustings du pays. Nous avons entendu ses dénonciations de la politique nationale ; une politique que le peuple a approuvée dans quatre occasions différentes, une politique qu'il approuverait encore aujourd'hui, je crois, si nous voulions le consulter.

L'honorable député de Huron-est (M. Macdonald) nous a dit que la politique nationale est une fraude, que la protection est une tromperie et un piège, et qu'elle a causé un grand tort au peuple du pays. Mais, M. l'Orateur, après avoir dénoncé la politique nationale en général, il fit cependant une petite